



Thème 2 – la France, l’Espagne et l’Amérique latine dans un monde bipolaire

Sommaire

Programme	2
Présentation générale du thème	3
Chapitre 1 – Un nouvel ordre géopolitique : bipolarisation, construction européenne et émergence du Tiers monde	4
• Enjeux historiographiques	4
• Orientations pour la mise en œuvre	7
• Pièges à éviter	11
Chapitre 2. L’Espagne franquiste : évolution politique, économie, société, place dans le monde (1939 aux années 1970)	11
• Enjeux historiographiques	11
• Orientations pour la mise en œuvre	17
• Pièges à éviter	23
Chapitre 3 – La France : une nouvelle place dans le monde (1945-1970)	23
Bibliographie et ressources	24

Programme

Chapitre 1 – Un nouvel ordre géopolitique : bipolarisation, construction européenne et émergence du Tiers monde

Objectifs du chapitre

Ce chapitre vise à montrer comment la bipolarisation issue de la guerre froide interfère avec la décolonisation et conduit à l'émergence de nouveaux acteurs.

On peut mettre en avant :

- les modèles des deux superpuissances et la bipolarisation ;
- les nouveaux États : des indépendances à leur affirmation sur la scène internationale ;
- la Chine de Mao : l'affirmation d'un nouvel acteur international ;
- les conflits du Proche et du Moyen-Orient ;
- les débuts de la construction européenne ;
- l'Amérique latine dans la guerre froide (crises et rôle de Cuba).

Chapitre 2 – L'Espagne franquiste : évolution politique, économie, société, place dans le monde (1939 aux années 1970)

Objectifs du chapitre

Ce chapitre vise à montrer l'évolution de l'Espagne franquiste sur les plans politique, économique et social.

On peut mettre en avant :

- le fonctionnement institutionnel du régime franquiste ;
- la politique d'autarcie ;
- la réintégration progressive de l'Espagne dans les relations internationales ;
- les technocrates et le plan de stabilisation de 1959 ;
- la montée des oppositions dans les dernières années de la dictature ;
- l'évolution de la société espagnole.

Chapitre 3 – La France : une nouvelle place dans le monde (1945-1970)

Objectifs du chapitre

Ce chapitre vise à montrer comment la France de l'après-guerre s'engage dans la construction européenne, comment elle cesse d'être une puissance coloniale et retrouve un rôle international, comment elle réforme ses institutions et ouvre davantage son économie.

On peut mettre en avant :

- la IV^e République entre décolonisation, guerre froide et construction européenne ;
- la crise algérienne de la République française et la naissance d'un nouveau régime ;
- les débuts de la V^e République : un projet liant volonté d'indépendance nationale et modernisation du pays.

Présentation générale du thème

Après un premier thème consacré au second conflit mondial, ce thème associe **échelle mondiale et échelle nationale, par l'étude des évolutions de l'Espagne et de la France jusqu'aux années 1970**. Il constitue une adaptation du thème 2 du programme d'histoire de terminale générale, à savoir « La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970¹) ».

Dans le cadre d'un enseignement binational, ce thème met en avant des problématiques propres à l'Espagne et à l'Amérique latine. En effet, la bipolarisation du monde après la Seconde Guerre mondiale peut être appréhendée par l'étude de l'Amérique latine, sans que cela ne prenne le pas sur les autres questions essentielles du chapitre. De même, l'étude successive de l'Espagne et de la France permet de confronter l'évolution de ces deux pays dans ce nouveau contexte mondial. Il s'agit ici de mettre en avant les spécificités de chacun : d'un côté une Espagne, qui, isolée en 1946, profite de ce nouveau contexte européen et mondial pour s'intégrer aux relations internationales – ce qui contribue à légitimer le régime de Franco – ; de l'autre une France qui est pleinement actrice de ce nouvel ordre mondial.

La mise en œuvre du thème invite à porter une attention particulière au choix des limites chronologiques. Les bornes retenues par le professeur peuvent alimenter une réflexion spécifique sur la périodisation et la notion de rupture :

- les chapitres commencent à des moments différents, soit le lendemain de la Seconde Guerre mondiale (**chapitres 1 et 3**), soit l'année 1939 (**chapitre 2**), ce qui illustre la spécificité de l'Espagne dans la Seconde Guerre mondiale (victoire du franquisme et non-participation au conflit) ;
- la fin du **chapitre 1** peut être située au début des années 1970. Le professeur est libre de choisir le moment qui lui semble le plus pertinent entre la fin de la Détente, le premier élargissement de la CEE ou les décolonisations tardives en Afrique. Si le **chapitre 2** ne précise pas de repères pour clore l'étude, l'année 1975, avec le décès du dictateur le 20 novembre, peut être prise comme date de fin d'étude.

En ce qui concerne **les chapitres 1 et 3**, on pourra se reporter à la ressource d'accompagnement consacrée à ce thème pour le programme national sur le site [éduscol](#).

On pourra consacrer à ce thème de 13 à 15 heures.

Problématiques générales du thème – En quoi les relations entre les deux superpuissances réorganisent-elles et bouleversent-elles le fonctionnement du monde ? Dans quelle mesure de nouveaux acteurs s'affirment-ils dans ce cadre ?
Quelle est la place de la France et de l'Espagne dans ces nouvelles relations ?

1. On pourra se référer à la [ressource éducol](#) consacrée à ce thème.

Chapitre 1 – Un nouvel ordre géopolitique : bipolarisation, construction européenne et émergence du Tiers monde

Ce premier chapitre invite les élèves à aborder une période-clé de l'histoire des relations internationales². Dans le cadre de la section Bachibac, il apparaît nécessaire d'apporter quelques pistes sur la situation spécifique de l'Amérique latine durant la guerre froide. En effet, la diffusion du modèle soviétique et la proximité des États-Unis font de cette région, en partie hispanophone, un théâtre privilégié pour comprendre les enjeux mondiaux au cours des années suivant la Seconde Guerre mondiale.

Enjeux historiographiques

La place de l'Amérique latine dans les relations internationales aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles fait l'objet d'une riche historiographie. Dans une bibliographie abondante qu'il est impossible de présenter ici de façon exhaustive, la question des relations entre l'Amérique latine et les États-Unis a souvent représenté une grande majorité de la production et éclipsé de multiples autres dimensions des relations internationales en Amérique latine. Deux raisons principales expliquent cette focalisation historiographique :

- d'une part, le primat d'une production marxiste ou d'inspiration marxiste entre la Seconde Guerre mondiale et le tournant des années 1970 et 1980, qui décline une histoire des relations interaméricaines à l'aune exclusive des notions d'impérialisme, de néo-colonialisme et de dépendance³;
- d'autre part, la réalité objective des politiques déployées par les États-Unis à partir de l'affirmation de leur « destinée manifeste » à partir du milieu du ^{xix}^e siècle⁴.

Sans qu'il soit nécessaire de l'explicitier en classe, la compréhension de la guerre froide en Amérique latine peut être éclairée par une mise en perspective sur le temps long des relations entre États du continent :

- un court ^{xix}^e siècle : des années 1820, avec à la fois l'accession à l'indépendance de la plupart des colonies ibériques et la définition de la doctrine Monroe en 1823, à la fin des années 1880. La période est placée sous le signe d'une solidarité panaméricaine face aux craintes d'immixtion politique des anciennes puissances coloniales européennes, mais aussi de l'achèvement du territoire étasunien au détriment du Mexique;
- une phase particulièrement conflictuelle entre le tournant des années 1880-1890 et le début des années 1930. Les États-Unis se tournent vers l'extérieur et affirment leur emprise politique et économique, non seulement sur l'Amérique centrale et l'espace caribéen (guerre hispano-américaine et indépendance de Cuba et Porto Rico en 1898, avec mise sous tutelle de l'île en 1901-1903, indépendance du Panama en 1903 au détriment de la Colombie), mais aussi sur l'Amérique du Sud (définition d'un axe Rio de Janeiro-Washington dans la première décennie du ^{xx}^e siècle, place croissante des États-Unis dans les relations commerciales des États latino-américains après la Première Guerre mondiale);

2. Une [ressource d'accompagnement éducol consacrée à cette thématique pour la mise en œuvre du programme national](#) fait un état des lieux synthétique sur ce chapitre.

3. On en trouve un bon exemple chez l'Uruguayen Eduardo Galeano dans son célèbre ouvrage à destination d'un large public, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (Paris, Plon, coll. « Terre humaine », 1981 [1971]), dont un chapitre s'intitule « L'unification de l'Amérique latine sous le drapeau rayé et étoilé » (p. 347).

4. La bibliographie sur les relations entre l'Amérique latine et les États-Unis est un puits sans fond que quelques outils de travail permettent d'éclairer : par exemple David F. Trask (éd.), *A Bibliography of United States - Latin American Relations since 1810 : A Selected List of eleven thousand Published References*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1968 ; David W. Dent, *Historical Dictionary of US-Latin American Relations*, Westport, Greenwood Press, 2005.

- de la seconde moitié des années 1930 à l'immédiat après-guerre, une phase d'assouplissement des relations interaméricaines, que Franklin D. Roosevelt place sous le signe de la *Good Neighbor Policy* (« politique de bon voisinage ») alors que le conflit contraint les États-Unis à provisoirement détourner leur attention de leur arrière-cour américaine ;
- enfin, le temps de la guerre froide, qui est sous-jacente dès 1947-1948 (signature du Traité interaméricain d'assistance réciproque et naissance de l'Organisation des États américains), se concrétise en Amérique latine dans les années 1950 (crise guatémaltèque en 1954, révolution cubaine en 1959). La lutte contre le communisme revêt alors diverses formes, de l'aide au développement dans le cadre de l'Alliance pour le progrès de John F. Kennedy (1961) au soutien plus ou moins explicite apporté aux nombreux coups d'État (Brésil en avril 1964, Chili en septembre 1973, Argentine en mars 1976) dans le cadre du Plan *Cóndor*, en passant par l'organisation de la lutte contre-révolutionnaire (débarquement de la Baie des Cochons / Playa Girón à Cuba en avril 1961, financement des *contras* au Nicaragua dans les années 1980).

Deux textes d'historiens contemporains

Les deux textes suivants permettent de réfléchir à l'inclusion de l'Amérique latine dans une histoire mondiale de la guerre froide, et de souligner l'importance de l'accès à de nouvelles archives pour la compréhension de cette période (à propos de la crise de Cuba), qui peut être mise en avant dans le traitement de l'Amérique latine dans la guerre froide.

Odd Arne WESTAD, *Histoire mondiale de la guerre froide. 1890-1991*, Paris (Perrin), 2019 (2017 pour la première édition en anglais).

Après la révolution cubaine, aucun événement n'a autant placé l'Amérique latine au cœur de la guerre froide que le coup d'État de 1973 au Chili. [...] En 1973, l'Amérique du Sud n'est pas un nouveau venu dans la guerre froide. Émanation d'une hégémonie américaine déjà bien établie sur le continent, ses racines remontent à la fin du XIX^e siècle, au moment où les États-Unis ont progressivement ravi à la Grande-Bretagne sa position de première puissance dans la région. Pourtant, l'irruption de la guerre froide en Amérique latine n'est pas seulement liée aux effets de la suprématie américaine. Elle tient aussi aux conflits ethniques et aux luttes de classe au sein des républiques latino-américaines ainsi qu'à la poussée du nationalisme, du populisme et de la gauche. En premier lieu, peut-être, les racines de la guerre froide latino-américaine se sont-elles nourries d'inégalités flagrantes et d'une forte oppression sociale. Le plus grand défi de la région est de venir à bout des énormes disparités en matière de revenus et de l'instabilité politique que, fatalement, ce genre d'iniquités produit à long terme.

À ce mélange de dominance et de résistance, la guerre froide ajoute, sans relâche depuis la fin des années 1940, la grande préoccupation de l'Oncle Sam, le communisme. Les gouvernements américains successifs voient dans le radicalisme latino-américain et le communisme de type soviétique des alliés naturels. Cette obsession est devenue flagrante après la révolution cubaine, mais elle était déjà visible bien avant, lors de l'intervention américaine au Guatemala en 1954, par exemple. Elle a conduit les États-Unis à s'allier à des juntes militaires sur l'ensemble du continent. La véritable tragédie de la guerre froide en Amérique latine est là. Ces régimes ont paralysé le continent, même dans les rares cas où le temps de la dictature a coïncidé avec un progrès économique. Ils ont désolidarisé la population de la participation à la vie politique et l'ont dissociée d'une identification à l'État. Ils ont empêché le progrès social qui aurait produit une classe moyenne plus ouverte. Ils n'étaient bons ni pour le pays, ni pour les relations de ce dernier avec les États-Unis. Mais la guerre froide a obscurci le jugement des élites latino-américaines comme celui des dirigeants à Washington, et le résultat fut un système d'oppression symbiotique qui, sur le long terme, n'a profité à personne.

Aurilivi LINARES MARTINEZ, « Lo que revelan los archivos desclasificados sobre la crisis de los misiles en Cuba y la definición de la Guerra Fría », *Procesos Históricos*, 2009, n° 16, p. 82-106.

Algunos detalles ocultos acerca de la historia de la Guerra Fría lentamente salen a la luz, en virtud de la paulatina apertura de los archivos secretos norteamericanos y soviéticos. En efecto, los historiadores descubrieron nuevas fuentes de información cuando el gobierno de Estados Unidos desclasificó los últimos fragmentos de las cintas confidenciales que tienen grabadas todas las discusiones en las que participó el Presidente John F. Kennedy durante las casi dos semanas de la llamada crisis de los misiles en Cuba. Pero casi simultáneamente se desclasificaron documentos que contienen datos aún más reveladores: las minutas de las reuniones y decisiones tomadas por el Buró Político de la Unión Soviética (el llamado "Presidium" del Comité Central del Partido Comunista Soviético) y los archivos secretos relacionados con Cuba, incluso anteriores a la crisis de los misiles, pertenecientes a los servicios de inteligencia soviéticos. A partir de las recientes fuentes de información que se podían consultar libremente, y sobre la base de una nueva metodología que permitiera interpretar en su totalidad el evento histórico, los historiadores han ido redefiniendo la Guerra Fría. Quizás sin proponérselo, han puesto en entredicho la mayoría de las obras que racionalizaron, desde diversos puntos de vista, los graves hechos acaecidos en octubre de 1962, en los que, esencialmente, estuvieron involucrados tres países: Estados Unidos, Cuba y la Unión Soviética. De este modo, se profundizó mucho más en el análisis de la Guerra Fría al comprobarse que ésta ya no constituía un conflicto coyuntural surgido después de la Segunda Guerra Mundial, ni que simplemente se debía al choque ideológico entre el comunismo y el capitalismo, sino que se trataba de un conflicto general, permanente, que se manifiesta de muy diversas maneras y que se inscribía en un contexto más amplio que el puramente militar o ideológico. [...]

A partir de los datos que ofrecen los archivos secretos que han sido desclasificados, podemos afirmar que, en la década de los años sesenta, el gobierno de Fidel Castro representaba una clara amenaza a los intereses de Estados Unidos: Cuba era, sin duda, un país comunista apoyado por el régimen soviético, situado muy cerca del territorio norteamericano. La crisis de los misiles en Cuba desveló dicho peligro, porque la alianza incondicional con Cuba le permitió a la Unión Soviética tener presencia militar en el continente americano. Siendo así, dicho conflicto representó el momento de la Guerra Fría en que más cerca se estuvo del enfrentamiento directo entre las superpotencias mundiales; no obstante, la rápida solución de la crisis de los misiles muestra la eficacia de la estrategia de la disuasión (la amenaza del holocausto nuclear frena acciones desmesuradas del contrario) y la importancia del diálogo entre las dos superpotencias. Tras la crisis de octubre de 1962, la coexistencia pacífica entre los bloques, que se compatibiliza con la cohesión interna en ellos, adquiere carta de realidad incuestionable.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre, sans volonté d'exhaustivité, mais dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

La période allant de la fin de la Seconde Guerre mondiale aux années 1970 est traitée dans le cadre du programme de **troisième**, à travers le thème 2 « **Le monde depuis 1945** ». L'accent y est mis sur trois axes majeurs pour étudier la période : l'effondrement rapide des empires coloniaux, la guerre froide et l'affrontement Est-Ouest, la mise en œuvre du projet européen. Le croisement de ces axes permet de mettre en avant la notion de monde bipolaire et la façon dont celle-ci est remise en cause jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique. Les élèves ont également travaillé dans le thème 3 « **Françaises et Français dans une République repensée** » sur la reconstruction de la France et sa place nouvelle dans le monde. Ils n'ont en revanche pas étudié les évolutions de l'Espagne et de l'Amérique latine durant cette période.

Éléments de problématisation

L'étude de l'Amérique latine s'intègre ici dans un chapitre qui envisage globalement les relations internationales. L'Amérique latine est un espace qui participe pleinement, parfois de manière autonome, à la guerre froide et non qui subit les événements de manière passive. S'appuyer sur l'Amérique latine peut ainsi permettre de sortir d'une vision européocentrée, mais aussi de montrer comment ce conflit s'étend sur un espace que les États-Unis considèrent comme leur zone d'influence exclusive.

Ainsi la chronologie de la guerre froide en Amérique latine est-elle spécifique, et peut être confrontée à celle, traditionnelle, des grandes phases de l'affrontement Est/Ouest :

- le renversement de Jacobo Arbenz en 1954 au Guatemala et la révolution cubaine en 1959 font réellement entrer le continent, jusqu'alors en marge, dans l'affrontement bipolaire ;
- si la résolution de la crise des missiles de Cuba en 1962 ouvre une nouvelle étape à l'échelle internationale marquée par la Détente, la guerre froide devient beaucoup plus violente en Amérique latine dans les années 1960-70 dans le cône sud, et dans les années 1980 en Amérique centrale.

Utiliser l'exemple de l'Amérique latine amène à se centrer sur la politique et l'action des États-Unis durant le conflit. Parmi plusieurs choix possibles, on peut développer un ou deux des aspects suivants pour mettre en avant les dimensions mondiales du conflit.

L'affirmation forte de la puissance étasunienne dans un sous-continent traversé par des tensions sociales

Comme en Europe, les États-Unis affirment leur puissance sur le continent américain, un peu délaissé avec la Seconde Guerre mondiale, soulignant que le lien politique entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine n'a rien d'évident. La diplomatie nord-américaine renforce sa présence sur le continent dès le début de la guerre froide, à travers le Traité interaméricain d'assistance réciproque ou Pacte de Rio (TIAR, 1947), le Traité américain de solutions pacifiques et l'Organisation des États américains (OEA, 1948).

Ces initiatives sont concomitantes de la création de différentes agences fédérales étasuniennes, qui vont jouer un rôle déterminant dans la guerre froide : la CIA en 1947, ainsi que la NSA en 1952. La « croisade » anticommuniste dès le début de la guerre froide se traduit par le soutien aux gouvernements autoritaires dans plusieurs pays du continent où les partis communistes sont interdits et leurs militants poursuivis (Alfredo Stroessner au Paraguay ou Fulgencio Batista à Cuba). Au total, si l'URSS avait des relations diplomatiques avec une quinzaine d'États de la région en 1946, ceux-ci ne sont plus que trois au milieu des années 1950. L'événement qui clôt cette première étape est le coup d'État de 1954 contre Jacobo Arbenz au Guatemala. Militaire de carrière gagné aux idées socialistes, il est élu en 1951 et mène une réforme agraire qui affecte en particulier les intérêts de la *United Fruit Company*. Le coup d'État, organisé par la CIA, met en avant les liens étroits entre la politique étrangère des États-Unis et leurs intérêts économiques.

Ces actions soulignent le caractère global de l'affrontement et de ses enjeux : géopolitiques, économiques, culturels. Il permet aussi de montrer que la crainte des dirigeants étasuniens repose sur les inégalités et tensions sociales qui traversent l'Amérique latine, ces inégalités formant un terreau favorable aux mouvements socialistes et dont les tentatives de réformes agraires sont une traduction.

Le cas de Cuba comme rupture et point de cristallisation de l'affrontement Est-Ouest

C'est la Révolution cubaine, en 1956-1959, qui positionne le continent au centre de la guerre froide. La victoire de Fidel Castro et la progressive intégration du pays dans le bloc communiste font naître une vague d'espoir dans les mouvements de gauche du continent. La crise des missiles de Cuba en octobre 1962 est un événement majeur de la guerre froide qui intègre Cuba comme acteur important dans l'exportation des mouvements anti-américains non seulement en Amérique mais également en Afrique.

Étudier la guerre froide à travers Cuba permet ainsi de :

- mettre en avant la façon dont la guerre froide, notamment à travers des crises, cristallise des enjeux mondiaux et des enjeux locaux ;
- montrer l'équilibre fragile de la guerre froide et la façon dont il peut être menacé ;
- souligner la façon dont les acteurs locaux sont toujours dépendants de l'intérêt des grandes puissances ;
- montrer comment des acteurs secondaires, comme le régime cubain, disposent cependant d'une marge de manœuvre et peuvent aussi jouer un rôle international, affirmant une indépendance, y compris par rapport à l'URSS.

La politique des États-Unis en Amérique latine dans les années 1960, autour de la lutte contre l'influence cubaine sur le reste du continent

Cet aspect permet un regard critique sur l'idée d'une guerre sans affrontement et sur les modèles idéologiques. On peut étudier :

- **l'Alliance pour le Progrès (1961)**, mise en place par le président Kennedy. Ce plan d'aide bilatéral sur le modèle du plan Marshall, mais sans les moyens de celui-ci, s'accompagne d'une injonction à lutter contre la « subversion » communiste. Il est surtout utilisé pour moderniser les armées du continent et a peu d'impact sur la réduction de la pauvreté ;

- **la doctrine de sécurité nationale**, nouvelle doctrine qu'élaborent les États-Unis et diffusée par les formations dispensées aux militaires latino-américains dans l'École des Amériques nouvellement créée, surnommée « l'école des dictateurs » (Panama, 1963). Le conflit entre les deux grands se prolonge par l'existence, à l'intérieur des États, d'un mouvement subversif communiste que les États-Unis veulent éradiquer. Désormais l'ennemi n'est plus une armée étrangère clairement identifiée mais peut être n'importe quel citoyen à l'intérieur du pays. Cette approche favorise la mise en place de nombreuses dictatures militaires dans toute l'Amérique latine qui effectuent une terrible répression non seulement contre les organisations subversives soupçonnées de sympathies communistes, mais aussi contre des organisations sociales de paysans, d'étudiants, d'ouvriers, de prêtres proches de la théologie de la libération ou encore des médias. Cette réponse autoritaire et militaire sur le continent est appuyée par de nombreux milieux conservateurs, hostiles aux réformes sociales et agraires dans les années 1930-1940, mais ayant tiré profit de la politique anticommuniste des États-Unis, et effrayés par la révolution cubaine.

Ces éléments permettent ainsi de souligner la tension entre la politique américaine et la progression des idées socialistes en Amérique latine, sur fond d'inégalités sociales, progression qui s'appuie désormais sur Cuba. Ainsi la violence de certaines actions souligne que la guerre froide n'est pas un simple affrontement sans guerre (même si on n'est pas au niveau de violence des affrontements en Asie) et illustre la façon dont les idéologies peuvent passer derrière les intérêts des puissances, comme c'est le cas pour les États-Unis avec la démocratie.

Problématiques du chapitre – Dans quelle mesure les deux superpuissances alliées et victorieuses de la Seconde Guerre mondiale réorganisent-elles les relations internationales dans une logique d'opposition bipolaire marquée par les processus de décolonisation ? En quoi ce nouvel ordre international affecte-t-il l'Amérique latine ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

Pour ce qui est de la mise en œuvre générale du chapitre, les conseils sont présentés dans la ressource d'accompagnement du programme national sur le site [eduscol](https://www.eduscol.education.fr) précédemment citée.

Le professeur peut mettre en avant deux points particuliers à l'Amérique latine :

- une chronologie de la guerre froide propre à l'Amérique latine ;
- la relative indépendance des acteurs latino-américains vis-à-vis des deux Grands malgré l'implication du continent dans la logique de guerre froide.

Ces deux points peuvent être particulièrement abordés à partir des exemples de Cuba et du Chili.

En plus de Cuba et du Chili, d'autres pays d'Amérique latine peuvent être évoqués pour leur rôle dans la guerre froide. Ainsi, les généraux argentins exportent dès 1976 leur savoir-faire dans la lutte contre-insurrectionnelle en Amérique centrale. Le Mexique, qui sert de refuge à des milliers de Latino-Américains fuyant les dictatures, ne rompt jamais avec Cuba, appuie le gouvernement d'Allende au Chili, et joue un rôle central lors des négociations de paix dans les conflits en Amérique centrale dans les années 1980.

Cuba, acteur central de la guerre froide

Chacun de ces points peut être traité par une étude de la situation de Cuba pendant la guerre froide. En effet, la révolution cubaine de 1959, le débarquement de troupes dans la Baie des Cochons / *Playa Giron* organisé en sous-main par la CIA en 1961 et la crise des missiles en 1962 constituent certains des événements les plus caractéristiques de la guerre froide dans la sphère latino-américaine. La crise de Cuba est présentée dans la [fiche éducol](#) du programme national. Son étude peut être privilégiée, sans qu'elle ne prenne le pas sur l'ensemble du chapitre.

Au-delà de la crise des missiles, on peut aussi analyser la volonté de Cuba d'étendre un modèle révolutionnaire souvent contre l'avis de l'URSS (notamment en Amérique latine, en Bolivie en 1964, mais aussi en Afrique – mission de Che Guevara au Congo et en Angola) et de faire l'union avec le mouvement des non-alignés, notamment lors de la conférence tricontinentale de La Havane en 1966.

Le Chili, symbole des évolutions des années 1960-1970 et des tensions grandissantes sur le continent

Le Chili constitue également un exemple des enjeux de la guerre froide sur le continent. L'arrivée au pouvoir de Salvador Allende et de l'Unité populaire en 1970, les différentes réformes mises en place par le nouveau régime (nationalisation des mines de cuivre en 1971) révèlent l'ambition de mener une politique de gauche.

Les actions menées par la CIA (Comité 40, financement des grèves de chauffeurs routiers, financement de journaux anti Allende...) et par le gouvernement des États-Unis (suppression des aides financières ou des prêts d'organismes internationaux comme la Banque Mondiale...) visent à renverser ce gouvernement démocratiquement élu. Le Brésil des généraux participe également à la déstabilisation du régime de Salvador Allende, conformément aux attentes du gouvernement étasunien. Le coup d'État militaire du 11 septembre 1973, la mort de Salvador Allende et l'instauration de la dictature sont autant de points clés qui permettent d'aborder la mise en place des éléments répressifs et d'une politique plus conforme aux intérêts nord-américains (les *Chicago Boys* et la politique économique *el ladrillo*).

Lexique spécifique à faire acquérir : *guerra fría, imperialismo, superpotencia, carrera armamentística, equilibrio del terror, bipolarización, bloque, contención, tercer mundo, descolonización, no-alineamiento, neocolonialismo, distensión, crisis, golpe de estado, guerrilla.*

Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#) sur le site de l'académie de Toulouse.

Cuba, épice de la guerre froide

Les élèves travaillent sur un corpus de documents de natures différentes, dont l'analyse est guidée par des questions. L'objectif est de montrer dans quelle mesure l'Amérique latine et particulièrement Cuba deviennent un théâtre privilégié de la guerre froide entre 1947 et les années 1970.

La proposition pédagogique « [Cuba, épice de la guerre froide](#) » est disponible en ligne.

Chile en la Guerra Fría

Cette séquence se propose d'étudier l'Amérique latine globalement dans sa relation aux États-Unis et dans ses processus de démocratisation et d'intégration régionale, entre 1945 et le début du XX^e siècle. L'analyse des documents proposés se fait de manière filée, tout au long de la séquence.

La proposition pédagogique « [Chile en la Guerra Fría](#) » est disponible en ligne.

Pièges à éviter

- Oublier de relier l'étude de la guerre froide à l'analyse des processus de décolonisation, sans en faire non plus une présentation exhaustive.
- Donner une place démesurée à l'étude de l'Amérique latine dans le monde bipolaire par rapport à l'ensemble du chapitre.

Chapitre 2. L'Espagne franquiste : évolution politique, économie, société, place dans le monde (1939 aux années 1970)

Enjeux historiographiques

Les professeurs pourront se référer à deux articles essentiels qui dressent le bilan historiographique des études sur le franquisme. Il s'agit de l'article publié dans la revue *Vingtième siècle* en 2015 par Élodie Richard et Charlotte Worms et de l'article de Glicerio Sánchez Recio publié en 2017 dans le *Bulletin d'Histoire contemporaine de l'Espagne*⁵.

Le franquisme s'étend sur une période de l'histoire de l'Espagne de près de quarante ans. Il ne s'est cependant pas achevé pour autant avec la disparition du dictateur, puisque des cadres franquistes ont poursuivi leurs carrières postérieurement. Des débats récents en Espagne attestent de la persistance d'un « franquisme sociologique » comme l'a montré Mercedes Yusta⁶.

L'historiographie du franquisme est avant tout post-franquiste. Les historiens, dans les années 1970, ont essentiellement concentré leurs travaux sur la Seconde République et, dans les années 1980, sur la guerre civile. La recherche historique sur le franquisme ne débute ainsi réellement qu'à partir des années 1990.

En effet, si Manuel Tuñón de Lara et les colloques annuels de l'Université de Pau marquent, à partir de 1977, le début des travaux sur le franquisme⁷, une étape importante dans la production historiographique sur le sujet est ouverte par le colloque de Valence en 1984, dont la plupart des interventions ont été publiées en 1986⁸.

5. Élodie RICHARD, Charlotte VORMS, « [Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition](#) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3 (n° 127), p. 13-41. Glicerio SANCHEZ RECIO, « [Dictadura franquista e historiografía del franquismo](#) », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017.

6. Mercedes YUSTA, « [L'Espagne et la postérité du franquisme](#) », *Le Grand Continent*, 2 décembre 2021.

7. Manuel TUÑÓN DE LARA, « *Algunas propuestas para el análisis del franquismo* », in Manuel TUÑÓN DE LARA, Guy HERMET, Serge VILAR, *Ideología y sociedad en la España Contemporánea. Por un análisis del franquismo, VII coloquio de Pau. De la crisis del Antiguo régimen al franquismo*, Madrid, 1977, p. 89-102.

8. Josep FONTANA (éd.), *España bajo el franquismo*, Barcelona, Critica, 1986.

À partir de 1988, le département d'histoire contemporaine de l'UNED, en partenariat avec l'association d'histoire du temps présent, développe les études sur le franquisme, particulièrement fécondes à certaines dates : en 1992 lors du centenaire de la naissance de Franco, en 1999 pour les soixante ans de la fin de la guerre civile ou encore en 2009 pour ses soixante-dix ans et, plus proche de nous, en 2015 lors des quarante ans de la mort du dictateur.

Enfin, l'historiographie du franquisme a été favorisée par la création des communautés autonomes, ce qui a permis la multiplication des études locales. L'activisme des partis et syndicats qui, depuis le retour de la démocratie, ont créé des fondations pour rassembler les archives dispersées⁹, a contribué, en collaboration avec les universités, à la publication d'ouvrages ou à l'organisation de colloques. Cette foisonnante bibliographie permet de mettre en évidence plusieurs points importants¹⁰.

La réflexion sur la nature du régime et la figure du chef

De nombreuses biographies de Franco ont été publiées, étudiant sa personnalité, sa trajectoire et son action dans la guerre civile, dans le contexte des relations internationales puis dans l'exercice du pouvoir. Ces travaux biographiques ont été multipliés après la publication d'une notice biographique du dictateur dans le *Diccionario Biográfico español*¹¹ en 2011, et surtout à l'occasion de la sortie de la biographie très controversée publiée par Stanley G. Payne et Jesús Palacios Tapias en 2014¹². En réponse à ces deux ouvrages, Ángel Viñas a coordonné deux études réunissant de nombreux historiens dans l'objectif de dresser un bilan scientifique des connaissances sur Franco et le franquisme¹³.

C'est cependant la question de la nature du régime qui focalise les premières recherches. Celles-ci débutent en 1974 par la publication en Espagne, à l'initiative de Manuel Fraga, alors ambassadeur au Royaume-Uni, d'un article du politologue Juan José Linz, initialement publié en anglais en 1964¹⁴. Le régime franquiste est défini non plus comme un régime totalitaire, mais plutôt comme un régime autoritaire dans la mesure où il est dépourvu d'un parti unique monolithique, ce qui rend possible un « pluralisme limité ».

Cette analyse est critiquée par les sociologues espagnols car elle tend à adoucir le régime, les historiens pour leur part s'attardant, dans un premier temps, à dégager les étapes du franquisme. Ils mettent ainsi en évidence un premier franquisme qualifié de philofasciste, supplanté dans les années 1960 par l'entrée des technocrates au gouvernement et la rupture avec le phalangisme. Julio Aróstegui définit le régime franquiste, sans en nier les aspects fascistes des premières années, comme une dictature conservatrice traditionnelle qui permet de mettre en avant « l'étroite

9. La Fondation Pablo Iglesias pour le PSOE, La Fondation Francisco Largo Caballero pour la UGT, la Fondation Salvador Seguí pour la CGT ou encore les centres d'archives régionaux pour le syndicat *Comisiones Obreras* (CC.OO.).

10. Les points retenus sont ceux qu'il est envisageable de traiter dans le cadre du cours.

11. Luis SUÁREZ FERNÁNDEZ, "Francisco Franco Bahamonde", *Diccionario Biográfico español*, Madrid, Real Academia de la historia, 2011-2013. Une [version plus récente](#) de l'article due à Juan P. Fusi Aizpurúa, est proposée sur le site du Dictionnaire.

12. Stanley G. PAYNE, Jesús PALACIOS TAPIAS, *Franco. Una biografía personal y política*, Madrid, Espasa, 2014.

13. En réponse aux entrées controversées du dictionnaire biographique de la RAH, Ángel VIÑAS (éd.), *En el combate por la Historia. La República, la guerra Civil, el franquismo*, Madrid, Pasado y Presente, 2012. Pour la critique de l'ouvrage de Stanley G. PAYNE et Jesús PALACIOS TAPIAS : Ángel VIÑAS (éd.), *Sin respecto por la historia. Una biografía de Franco manipuladora*, *Hispania Nova*, revue en ligne, n° 1 extraordinario, 2015.

14. Juan José LINZ, "Una teoría del régimen autoritario: el caso de España", in Manuel FRAGA, Juan VELARDE et Salustiano DEL CAMPO (dir.), *La España de los años 70*, vol. 3 (3): *El estado y la política*, Madrid, Moneda y Crédito, 1974, p. 1467-1531.

convergence d'intérêts entre les couches agraires dominantes, le pouvoir financier, l'influence idéologique et sociale de l'Église catholique, le tout cimenté par le pouvoir factice de l'Armée¹⁵». Cependant, Ángel Viñas met en avant les éléments suivants : « le pouvoir absolu de Franco du point de vue décisionnel, l'absence totale de pluralisme politique et syndical au niveau institutionnel, la soumission de la classe dominante au pouvoir absolu de Franco, l'adaptation servile dans le contexte international aux puissances dominantes, et la répression culturelle et de genre qui accompagne le franquisme depuis ses débuts » ou encore l'application du concept de « principe de suprématie du chef¹⁶ ». Il conclut que la présence combinée et simultanée de ces caractéristiques pendant 35 ans dans la société ne trouve pas d'équivalent dans le monde occidental, sinon dans les États fascistes.

Les évolutions de la réflexion sur le rôle de l'Église

Les travaux sur l'Église espagnole ont montré que, parmi les soutiens du franquisme, cette institution est certainement celle qui a connu l'évolution la plus importante, en grande partie conditionnée par le concile Vatican II. Cela s'est traduit par la rédaction, en 1973, d'un important texte de la conférence des évêques espagnols sur la rupture entre le religieux et le politique.

Le phénomène des prêtres ouvriers, le rapprochement entre structures catholiques et mouvements étudiants ou ouvriers, les revendications particulières dans certaines régions (Catalogne, Galice ou Pays basque) favorisent une distanciation de plus en plus grande entre le religieux et le politique. De nombreuses études sur les pratiques religieuses ou le clergé dans certaines régions, sur des personnalités représentatives de la hiérarchie ecclésiastique, montrent l'ouverture du clergé à la société civile malgré la persistance des idées traditionnelles sur les relations entre l'Église et l'État à travers des organisations comme l'*Opus Dei*¹⁷.

Le franquisme et ses oppositions, la place de la violence et de la répression

Concernant la violence et la répression, on trouve une publication abondante englobant la guerre civile et les premières années du franquisme. Alberto Reig Tapia¹⁸ émet en 1984 l'hypothèse que la répression est au fondement du régime franquiste. L'ouvrage dirigé par Santos Julia en 1999 vient clore la bataille de la quantification en montrant une différence de nature dans la violence exercée par les deux camps : la violence est constitutive de la construction du franquisme alors que celle qui a eu lieu dans la zone républicaine était en relation avec l'effondrement des structures de pouvoir¹⁹. Enfin, dans les années 2000, le développement des associations pour la récupération de la mémoire historique élargit le champ de la recherche en multipliant les études locales et en étendant la période à tout le franquisme.

Les études concernant l'opposition au franquisme se sont portées, dans un premier temps, sur les organisations politiques et syndicales, mettant en avant un antifranquisme politique varié²⁰. Les oppositions au franquisme n'ont pas réellement mis en danger le régime, comme le montre Abdón Mateos. Mais il constate que la

15. Julio ARÓSTEGUI (dir.), *Franco: la represión como sistema*, Barcelona, Flor del Viento, 2012.

16. Ángel VIÑAS, *La otra cara del caudillo. Mitos y realidades en la biografía de Franco*, Barcelona, Critica, 2015, p. 34 et 87.

17. Manuel ORTIZ HERAS y Damián A. GONZALEZ (dir.), *De la cruzada al desencanche : la Iglesia española entre el franquismo y la transición*, Madrid, Silex, 2011.

18. Alberto REIG TAPIA, *Ideología e historia (sobre la represión franquista y la guerra civil)*, Madrid, Akal, 1984.

19. Santos JULIA (dir.), *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Tema de hoy, 1999.

20. Javier TUSELL GÓMEZ (dir.), *La oposición al régimen de Franco: estado de la cuestión y metodología de la investigación*, Madrid, UNED, 1990.

constance avec laquelle le régime les a poursuivies, à travers le *Tribunal de Orden Público*, n'a pas empêché certains partis d'en infiltrer les organes, comme le syndicat vertical, le *Sindicato Español Universitario* ou les comités de quartiers, pour organiser une opposition citoyenne qui gagne en influence à la fin de la période²¹.

La politique extérieure du franquisme

Les relations avec les États-Unis et la Communauté économique européenne sont les deux principales questions posées par la politique extérieure du franquisme²². L'attitude servile de Franco vis-à-vis des États-Unis pour obtenir la reconnaissance internationale de son régime a été mise en évidence par les travaux d'Ángel Viñas²³. Quant aux relations du franquisme avec la Communauté économique européenne, elles font l'objet d'une synthèse récente d'Enrique Moradiellos²⁴.

L'émergence d'une nouvelle histoire économique du franquisme

L'historiographie concernant l'économie de l'Espagne franquiste s'est progressivement détachée d'une analyse marxiste, dominante jusqu'à la fin du xx^e siècle, pour intégrer les outils des sciences économiques. Elle s'intéresse désormais aux réseaux de clientélisme, au pouvoir des entrepreneurs, aux parcours de quelques entreprises emblématiques, intégrées dans l'*Instituto Nacional de Industria* ou encore à l'apport des investissements internationaux²⁵. Contrairement à la vision qui fait de Franco un régénérationniste, Manuel Sanchis i Marcos minimise son apport à l'évolution économique du pays²⁶.

21. Abdón MATEOS, *Historia del antifranquismo*, Barcelona, Flor del Viento, 2011. Sur le Tribunal de l'ordre public, voir Juan José DEL ÁGUILA TORRES, *El TOP : la represión de la libertad (1963-1977)*, Barcelona, Planeta, 2001.

22. Ángel VIÑAS, *En las garras del águila: los pactos con Estados Unidos de Francisco Franco a Felipe González (1945-1995)*, Barcelona, Crítica, 2003. Fernando TERMIS SOTO, *Renunciando a todo. El régimen franquista y los estados Unidos desde 1945 hasta 1963*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2005. Heidi Cristina SENANTE BERENDES, *España ante la integración europea: el primer acercamiento*, Valencia, Institució Alfons El Magnànim, 2006. Julio GIL PECHARRROMÁN, *La política exterior del franquismo. Entre Hendaya y El Aaiún*, Barcelona, Flor del Viento, 2008.

23. Ángel VIÑAS, "¿La "hábil prudencia" de Franco? (Política exterior y finanzas)", *Hispania Nova*, n° 1 Extraordinario, 2015, p. 292-328.

24. Enrique MORADIELLOS, *L'Espagne de Franco et le processus d'intégration européenne*, in M. DUMOULIN, J. ELVERT, S. SCHIRMANN (dir.), *Construire l'Europe au XX^e siècle*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 2022, p. 151-163.

25. Pablo MARTIN ACEÑA, Francisco COMÍN, *INI, cincuenta años de industrialización en España*, Madrid Espasa Calpe, 1991.

26. Manuel. SANCHIS I MARCOS, "Franco : una rémora para el desarrollo económico y moral de España", *Hispania Nova*, n° 1 extraordinario, 2015, p. 257-291.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux mises au point complémentaires pour replacer le débat sur la nature du franquisme dans l'historiographie espagnole.

Jordi CANAL, *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2021 (4^e édition), p. 264-265.

La définition de la nature de l'État né de la victoire de 1939 a donné lieu à d'âpres polémiques parmi les historiens espagnols : régime autoritaire pour certains, totalitaire pour d'autres, voire carrément fasciste. Les positions les plus extrêmes sont probablement celles de Juan Linz, qui attribue au franquisme un « pluralisme limité » du fait de l'alternance au pouvoir de différentes « familles politiques », d'une part, et celles de Paul Preston et Julián Casanova d'autre part, pour qui la nature fasciste du franquisme ne fait pas de doute car sa « fonction sociale » est la même que celle de tous les régimes fascistes : arrêter brutalement l'accès des masses à l'arène politique en écrasant aussi bien les organisations ouvrières que les individus eux-mêmes. Mais ces caractérisations dépendent aussi en grande partie du moment choisi pour observer la dictature : ses débuts pour Casanova et Preston, les années 1960 pour Linz. D'autres historiens ont essayé des caractérisations intermédiaires. Antonio Elorza parle de « dictature personnelle, un césarisme de base militaire [...] le fascisme était là, dans les symboles et les méthodes répressives, mais le régime fut avant tout une dictature militaire ». Julio Aróstegui pour sa part revient à la dénomination de régime autoritaire et « caudilliste », au service d'un projet social réactionnaire. Pour Ismael Saz ce serait un régime fascisé, équidistant entre le modèle autoritaire fasciste et la dictature autoritaire, et donc potentiellement capable d'évoluer dans l'un ou l'autre sens. Ce qui ne fait pas de doute, c'est le caractère dictatorial, antidémocratique et répressif du régime du début jusqu'à la fin, ainsi que les caractéristiques fascistes de la dictature jusqu'à au moins 1943. Enfin la longue absence de définition institutionnelle du régime, qui rend difficile la caractérisation de sa nature, fut délibérément voulue par Franco : comme le fait remarquer Santos Juliá, « pour se perpétuer au pouvoir, le *Caudillo* n'avait pas besoin d'éclaircir si ce qui était en construction était fascisme, dictature ou régime autoritaire ».

Ángel VIÑAS, *La otra cara del Caudillo: mitos y realidades en la biografía de Franco*, Barcelone (Éd. Crítica), 2015.

Existen largas y complejas discusiones acerca de si la dictadura debe considerarse o no como unidad histórica. Fue un periodo largo [...] en el que tanto ella como la sociedad sobre la cual se proyectó, por no hablar del entorno internacional cambiaron considerablemente. [...] En esta perspectiva uno de los aspectos que hay de explicar es la pervivencia de ciertas características fundamentales. Son precisamente las que me conducen a la tesis de que, por muy intensos que fueran los cambios ocurridos a lo largo del periodo, algunos ejes diamantinos subsistieron de forma más o menos inalterables. Son los que dotan de suficiente consistencia al trecho comprendido entre 1939 y 1975 y hacen pensar que la dictadura franquista constituye una unidad de análisis claramente definible y definida.

En el plano decisorio [...] fue la pervivencia, hasta el final, de la situación inexpugnable de Franco.

En el plano institucional [...] son tres los rasgos que se enrollan entorno a él. El primero fue la carencia de partidos políticos reconocidos legalmente. [...] El segundo rasgo lo constituyó la proscripción de todos los partidos y movimientos políticos alternativos, en particular en la izquierda [...]. De la eliminación física pura y simple de los primeros años a la represión económica y moral, la dictadura no retrocedió nunca ante la imposición de penas sumamente severas. [...] Por último conviene subrayar la subsistencia de un sistema rígido de regulación cuasi militar de las relaciones de clase. Fue uno de los mecanismos importado y de corte más típicamente fascista que aspiraba a traducir un presunto paralelismo de intereses entre patronos y obreros, empleadores y empleados, capitalistas y proletarios (púdicamente rebautizados como "productores"), amalgamados todos ellos en un mismo crisol. [...]

El tercer eje alude a la defensa numantina de una supuesta "legitimidad de origen" [...]. Con los militares conspiradores se coligaron todas las fuerzas que representaban la España tradicional [...] La autoconcepción que ligo aquel conglomerado fue que sus componentes representaban las mejores tradiciones de España, las de una España eterna e inmortal que pugnaba por no parecer bajo las lacras de la modernidad y de sus demonios: el liberalismo, la secularización, el socialismo y, sobre todo, el comunismo [...].

En el cuarto eje la noción fundamental es que Franco se preocupó de mantener las relaciones con el exterior a un nivel cortado a la estricta medida de sus propias necesidades, propinando unos giros u otros en función de la contribución que pudieran prestar a sus posibilidades de supervivencia personal. [...]

Finalmente, el quinto eje diamantino respondió a la realidad de que un régimen dictatorial y poco interesado en asumir los embates de la modernidad, que se intensificaban fuera de sus fronteras, no podía hacer gala de un talante que favoreciese la aparición y el desarrollo de una sociedad civil cultural, política e ideológicamente diversificada. [...]

Esta enumeración de ejes permite identificar en el franquismo una clara unidad, por muy divergente que fuese la evolución real de la sociedad con respecto a los presupuestos y deseos de los círculos del poder. No conocemos ningún otro régimen en la Europa occidental en que se hayan dado simultáneamente todas estas características y que no fuera fascista.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

L'histoire de l'Espagne au xx^e siècle n'est pas inscrite aux programmes de collège.

Dans le cadre du programme binational Bachibac, l'étude du franquisme est abordée dans plusieurs chapitres des classes de première et de terminale.

- Les élèves ont abordé la guerre civile et la mise en place de la dictature franquiste en classe de **première**, étudiée dans le dernier chapitre du programme, « Les années 1930 en Espagne : de la Seconde République à la guerre civile ».
- En classe **terminale**, ils étudient le rôle de l'Espagne dans la Seconde Guerre mondiale ainsi que la répression des oppositions dans les premières années de la dictature franquiste (chapitre 3 du thème 1, « La France et l'Espagne dans la guerre : collaborations et résistances »).
- Le programme invite également les élèves à étudier les relations de l'Espagne avec le projet européen dans le chapitre 1 du thème 4 de la classe de terminale, « La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question ». Ce thème amène aussi à traiter de la transition démocratique et à réfléchir sur l'empreinte du franquisme dans les années qui suivent sa fin.

Éléments de problématisation

Ce chapitre amène à aborder les caractéristiques de la dictature franquiste, née dans les années trente, qui s'installe durablement en Espagne alors que la démocratie libérale s'ancre ailleurs en Europe occidentale. Il s'agit :

- dans un premier temps, de mettre en évidence les capacités d'adaptation du régime qui lui permettent de s'installer dans la durée, notamment la façon dont le contexte international, tant politique qu'économique, lui permet de trouver une légitimité limitée ;
- ensuite, d'analyser les transformations économiques et sociales qui montrent la distanciation progressive entre une classe politique conservatrice et une société modernisée.

Problématique du chapitre – Comment un régime né dans le contexte des années 1930 perdure-t-il jusqu'au milieu des années 1970 ?

Comment mettre en œuvre ce chapitre avec les élèves ?

Il semble essentiel de montrer aux élèves que la dictature franquiste est un régime pragmatique, qui s'adapte constamment aux circonstances économiques et politiques internationales, sans pour autant renier quelques principes fondamentaux.

Il s'agit de s'interroger sur la nature du régime franquiste et de ses appuis, mais aussi sur ses évolutions : le régime n'est pas le même dans les années 1940 et dans les années 1970 ; il s'adapte aux circonstances internationales en « effaçant » les aspects fascistes les plus visibles après la Seconde Guerre mondiale.

La ou les thématiques retenues doivent permettre d'identifier une périodisation propre au régime franquiste :

- la période qui va de 1939 à l'adhésion à l'ONU (1955) est marquée par l'autarcie économique, l'isolement international, jamais total, et la progressive reconnaissance du régime, dont le point culminant est la visite à Madrid du président des États-Unis Eisenhower en 1959 ;
- la période qui va de 1957 à 1973 est marquée par des transformations économiques et sociales spectaculaires, qui permettent une légitimation du régime par les succès économiques. Ces transformations par le franquisme se font aussi contre le franquisme en favorisant les oppositions ;
- la fin du *desarrollismo* à partir de 1973, la déchéance physique du dictateur considéré comme *el abuelo*, la montée d'une contestation sociale et politique de plus en plus importante, la société espagnole ayant déjà fait sa transition.

Comment expliquer la longévité du régime franquiste ?

À la différence des régimes politiques idéologiquement proches dans les années 1930 en Allemagne et en Italie, le régime mis en place en 1939 en Espagne porte le nom de son créateur Francisco Franco. Le franquisme est avant tout un régime créé par Franco et son évolution est étroitement liée à celle de son fondateur. C'est donc une dictature personnelle caractérisée par la concentration des pouvoirs aux mains de Franco, chef de l'État, chef du gouvernement et chef du parti unique dont il a pris la tête²⁷. Se sentant affaibli physiquement, il nomme en 1973 Carrero Blanco chef du gouvernement, puis Arias Navarro. C'est un régime qualifié d'illégal, sans constitution mais doté de huit lois fondamentales qui répondent à l'évolution du contexte politique aussi bien national qu'international²⁸. Une autre caractéristique est une conception et une organisation corporatistes du pays légal.

Cette dictature s'appuie sur plusieurs groupes que sont l'armée, l'Église catholique et le parti unique, la *Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista (FET y de las JONS)*. Elle est soutenue par des monarchistes, les milieux économiques ainsi que les classes moyennes et la haute bourgeoisie.

Il est important de souligner la **capacité d'adaptation** de Franco au contexte national et international comme moyen d'explication de la longévité du régime :

- **adaptation et équilibre des pouvoirs entre les différents soutiens du régime** tout d'abord. En effet, si l'armée constitue son principal soutien durant toute la durée du régime, regroupant 33 % des ministres de Franco, les rivalités entre les phalangistes et les catholiques sont régulières tout au long de la dictature²⁹ ;
- **adaptation au contexte international** ensuite. Condamné par l'ONU dès 1946 pour sa proximité avec les régimes fasciste et nazi, Franco profite de la rupture entre les deux grands vainqueurs du nazisme et du début de la guerre froide pour mettre en avant le caractère anticommuniste de son régime. Il se rapproche des États-Unis,

27. Franco est investi dès octobre 1936 de tous les pouvoirs politiques et militaires et désigné chef du parti unique, *FET y de las JONS (Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista)*, dès 1937 et le *decreto de unificación*.

28. Lois fondamentales du franquisme : 1938 : *Fuero del Trabajo* ; 1942 : *Ley Constitutiva de las Cortes* ; 1945 : *Fuero de los Españoles* ; 1945 : *Ley de Referéndum Nacional* ; 1947 : *Ley de sucesión en la Jefatura del Estado* ; 1958 : *Ley de Principios del Movimiento nacional* ; 1967 : *Ley Orgánica del Estado* et en 1976 : *Ley para la Reforma Política*.

29. Dès 1942, l'attentat de Begoña, à Bilbao (16 août) est considéré comme l'œuvre des phalangistes visant un ministre carliste ; il a coûté son poste au beau-frère de Franco, Ramon Serrano Suñer. En 1969, le scandale de corruption MATESA est utilisé par les phalangistes contre les technocrates.

qui préfèrent garder une Espagne, même non démocratique, dans leur camp plutôt que de la voir basculer dans une autre guerre civile. L'annulation de la condamnation internationale par l'ONU en 1950, les accords de Madrid avec les États-Unis et le Concordat avec le Vatican signés en 1953, permettent à l'Espagne d'intégrer progressivement diverses institutions internationales avant son entrée définitive à l'ONU en 1955 ;

- **adaptation à l'évolution interne du pays.** Légitimée par sa victoire dans la guerre civile durant les années 1940 et 1950, la dictature change de discours pour s'adapter à l'évolution économique et surtout sociale du pays. Elle ne s'adresse plus aux vainqueurs mais à leurs enfants, en 1964, en célébrant la stabilité et les succès économiques pour les « *25 años de paz* ».

On peut ainsi identifier plusieurs étapes qui scandent le régime dans sa durée et permettent de caractériser ses évolutions :

- une étape que l'on peut qualifier de **philofasciste**, pendant la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle le régime, dominé par la Phalange, alterne entre neutralité et non belligérance, en fonction de l'évolution du conflit, tout en envoyant sur le front russe la *División Azul* (voir la ressource d'accompagnement sur le thème 1 du programme de terminale Bachibac³⁰);
- la condamnation du régime par l'ONU en 1946 ouvre une **phase d'isolement international**. Le début de la guerre froide permet au régime de mettre en avant le **caractère anticommuniste** de son idéologie et d'essayer d'en faire oublier les aspects fascistes. L'annulation de la condamnation par l'ONU du régime franquiste lui permet d'intégrer progressivement les institutions internationales³¹ jusqu'à la visite du président des États-Unis en décembre 1959, moment célébré par le régime comme la fin de l'isolement international et la reconnaissance du régime de Franco. Ces années sont celles de **l'autarcie et de l'affirmation du national-catholicisme au détriment de la Phalange** ;
- les **années 1960** sont celles de la **transformation économique et sociale spectaculaire du pays**. Dominée par les « *tecnócratas* » liés à l'*Opus Dei*, et les « *aperturistas* », le régime demeure très conservateur dans un décalage grandissant avec une population plus ouverte aux influences extérieures grâce à l'émigration et à l'arrivée massive de touristes européens. Les rares ouvertures du régime, comme le transfert de la répression de la justice militaire vers la justice civile en 1963³², ou encore la *Ley de prensa* de 1966 qui met fin à la censure préalable, ne font pas oublier le caractère violent de la répression³³ ;
- enfin, les **années 1970** sont celles de la **crise finale du franquisme** et sont marquées par la détérioration physique du dictateur, la fin du *desarrollismo* et l'assassinat par l'ETA du président du gouvernement Carrero Blanco.

Comment évolue l'économie de l'Espagne sous le franquisme ?

L'évolution économique du régime est étroitement liée au contexte international et permet de mettre en évidence et de mieux expliquer les grandes évolutions du pouvoir franquiste. Condamné par l'ONU en 1946, le régime ne peut compter que sur de très rares appuis (Vatican, Argentine et République dominicaine) qui ne peuvent lui apporter une aide économique notable, nécessaire après des années de désorganisation.

30. La ressource est disponible sur la [page Bachibac](#) du site éduscol.

31. La condamnation de l'ONU est annulée en 1950 et l'Espagne intègre la FAO la même année, puis l'OMS en 1951 et l'Unesco en 1952.

32. Le *Tribunal especial para la Represión de la Masonería y del Comunismo* créé en 1940 fut remplacé par le *Tribunal de Orden Público* en 1963.

33. Julian Grimau, militant communiste, est exécuté le 20 avril 1963 et deux militants anarchistes, Francisco Granados et Joaquín Delgado, le sont en août 1963.

L'isolement international conduit le régime à promouvoir une politique économique autarcique caractérisée par le contrôle de l'économie par l'État (création de l'*Instituto Nacional de Industria*, 1941), la pénurie de produits de première nécessité et le rationnement jusqu'en 1952, ainsi que le développement du marché noir (*estraperlo*). En 1951, le PIB de l'Espagne atteint celui de 1935 et il faut attendre 1960 pour que les recettes fiscales de l'État retrouvent leur niveau de 1935.

L'échec de cette politique conduit le gouvernement à faire évoluer sa doctrine économique à partir de 1956 avec l'entrée au gouvernement d'économistes liée à l'*Opus Dei*. Aidés par des économistes de l'OECE et du FMI, ils préparent un plan de rationalisation et de développement économique : le *Plan Nacional de estabilización* de 1959. Ce plan vise à favoriser les investissements étrangers et à attirer des devises grâce à l'émigration (*remesas*) et au développement du tourisme³⁴. L'Espagne connaît alors une croissance économique importante, le *desarrollismo*, mais reste encore loin du niveau de développement des pays de la CEE³⁵. Si Franco a dans un premier temps légitimé son pouvoir par la victoire dans la guerre civile, le *desarrollismo* lui permet de légitimer son pouvoir par la réussite économique des années 1960.

La crise économique de 1973 marque un coup d'arrêt brutal au *desarrollismo* comme pour tous les pays européens. Elle se confond en Espagne avec la crise finale du franquisme et le déclin de la santé de Franco.

Quels changements la société espagnole traverse-t-elle sous le franquisme ?

L'Espagne, qui compte 26 millions d'habitants en 1940 et 34 millions en 1970, a connu de profondes transformations sociales durant la dictature franquiste. L'Espagne des années 1970 a peu de choses à voir avec l'Espagne des années 1940. Ces transformations peuvent être mises en perspective avec les évolutions du pouvoir, pour souligner leur degré d'influence sur le régime, mais aussi avec les transformations des sociétés européennes, en particulier une société démocratique comme la France. Cela permet de souligner la façon dont des dynamiques mondiales se traduisent dans des contextes politiques très différents.

Caractérisée par le retard économique, l'Espagne des années 1940 est avant tout un pays rural marqué par la pauvreté³⁶. Dans ce contexte, la société est fortement encadrée et soumise à un contrôle moral strict, fondé sur des principes conservateurs défendus par l'Église catholique à travers la censure de la presse et de la culture.

L'éducation est un enjeu crucial pour l'encadrement idéologique de la population. Si l'Église récupère son influence dans l'enseignement primaire, la Phalange étend son emprise à l'Université, en contrôlant les enseignants et surtout les étudiants qui sont obligatoirement affiliés au *Sindicato Español Universitario* (SEU). D'autres organisations parallèles à la Phalange encadrent les femmes, la *Sección Femenina* dirigée par Pilar Primo de Rivera, la jeunesse (*Frente de Juventudes* et l'*Organización Juvenil Española*, OJE). Le monde du travail est lui contrôlé par l'*Organización Sindical Española* ou syndicat vertical qui prétend réunir les « producteurs », patrons et ouvriers.

34. Entre 1960 et 1973, deux millions d'Espagnols quittent le pays. On compte 800 000 Espagnols émigrés en France en 1970. 35 millions de personnes visitent l'Espagne en 1973, soit 10 fois plus qu'en 1957. Leurs dépenses représentent 3,5 milliards de dollars contre 0,5 milliard en 1960.

35. La croissance annuelle moyenne est de 6,9 % entre 1960 et 1974. Le revenu par habitant passe de 60 % de la moyenne des pays de la CEE en 1960 à 82 % en 1975.

36. 9 % des habitations sont équipées d'une salle de bain en 1950 et seulement 33 % disposent de l'eau courante. À cette date, 17,2 % des Espagnols sont analphabètes.

Un aparté peut être fait concernant l'utilisation du sport et des loisirs par le régime. Le football est particulièrement mis en avant par le franquisme, surtout auprès des hommes. Les succès européens du Real Madrid, la rivalité entre le FC Barcelone et le Real Madrid³⁷, le refus de Franco que l'équipe nationale joue contre l'URSS lors du premier championnat d'Europe des nations en 1960 au prétexte que des soldats de la *División Azul* étaient prisonniers dans les goulags soviétiques³⁸ : tous ces événements ont été largement relayés du fait du développement de la radio et, plus tard, de la télévision.

La croissance économique des années 1960, l'accroissement de la population et l'arrivée de générations qui n'ont pas connu la guerre civile, l'exode rural et l'émigration ainsi que l'ouverture au tourisme ont profondément transformé la société espagnole. Les littoraux, les régions industrielles du Pays basque, de Catalogne et Madrid connaissent un développement continu au détriment des régions intérieures d'Andalousie, d'Estrémadure et des deux Castille³⁹.

Urbanisée, éduquée⁴⁰, ouverte au monde grâce à la multiplication des médias, l'Espagne du début des années 1970 est un pays dont la société a déjà effectué sa transition, grâce au franquisme et contre le franquisme. Analyser ces transformations est nécessaire pour les élèves afin de comprendre les dynamiques actuelles de la société espagnole démocratique, ainsi que ses tensions, étudiées dans le thème 4.

Comment l'opposition au franquisme se réorganise-t-elle ? Comment s'opposer dans une dictature ?

L'opposition au régime ne disparaît pas avec la victoire des militaires en 1939. L'état de guerre proclamé en 1936 n'est levé qu'en 1948. Les républicains maintiennent un gouvernement en exil jusqu'au 21 juin 1977, avec ses institutions et ses présidents, sans jamais accéder à la reconnaissance internationale. La lutte armée se poursuit dans les maquis pendant le conflit mondial et dans les années 1950. L'échec de la tentative d'invasion par le Val d'Aran en octobre 1944 marque la fin de l'espoir de voir tomber le régime par les armes.

Malgré le contrôle des ouvriers et des étudiants par les organisations du régime⁴¹, celles-ci sont infiltrées par l'opposition, aussi bien communiste que catholique, pour créer les *Comisiones Obreras* (CC.OO.) qui triomphent lors des élections syndicales de 1966⁴². Les grèves et manifestations sont importantes dès les années de l'autarcie, par exemple en 1951 dans tout le pays ou dans les Asturies en 1958. Les universités de Madrid et de Barcelone connaissent d'importants mouvements de contestation, durement réprimés par le régime en 1956, 1966 (la « *Capuchinada* »), et 1968. La nature autoritaire du régime n'empêche donc pas les contestations, même si elles sont nécessairement limitées.

37. Le Real Madrid remporte les cinq premières coupes d'Europe entre 1956 et 1960. Entre 1939 et 1975, le Real Madrid gagne 14 championnats et le FC Barcelone 8.

38. L'Espagne remporte le championnat d'Europe suivant, organisé en Espagne en 1964, contre l'URSS en finale.

39. Entre 1945 et 1975, l'Andalousie, l'Estrémadure, les deux Castilles perdent 4,6 millions d'habitants quand Madrid, la Catalogne, le Pays Basque et Valence en gagnent 4,2 millions.

40. Le nombre d'élèves dans le secondaire passe de 177 000 en 1940 à 1 216 000 en 1975. Le nombre d'universités passe de 12 en 1968 à 22 en 1975.

41. L'*Organización Sindical Española* (OSE) ou *sindicato vertical*, syndicat unique créé en 1940, et le *Sindicato Español Universitario*, créé en 1933 par la Phalange. Depuis les années 1950, l'opposition ouvrière au franquisme pratique l'infiltration dans les syndicats du régime.

42. La première réunion générale du syndicat a lieu à Madrid en juin 1967. La répression qui s'ensuit contre le syndicat est violente. Le Tribunal Suprême condamne le syndicat en novembre 1967 et 9 000 dirigeants sont condamnés entre 1963 et 1977 par le *Tribunal de Orden Público*.

Plusieurs événements des années 1960 permettent de mieux comprendre les oppositions au régime :

- la tenue du IV^e Congrès du Mouvement européen à Munich du 5 au 8 juin 1962, qui réunit des représentants de l'opposition au franquisme en exil mais aussi de nombreuses personnalités venues d'Espagne, et aboutit à la rédaction d'un texte qui condamne le franquisme. En réaction, Franco emprisonne, déporte ou exile ceux qui rentrent en Espagne⁴³;
- l'arrivée de Santiago Carrillo à la tête du Parti communiste espagnol (PCE) et d'une nouvelle ligne directrice, beaucoup moins frontale. Le PCE abandonne la lutte armée pour se concentrer sur l'action syndicale en ciblant les travailleurs de l'industrie, de plus en plus nombreux dans le contexte du *desarrollismo*⁴⁴;
- le concile Vatican II (1962-1965) a des conséquences importantes pour le franquisme. En prenant en compte les transformations du pays, en étant de plus en plus présente aux côtés des ouvriers et en appuyant certaines revendications catalanes et basques, une partie du clergé catholique se détache petit à petit du régime⁴⁵, à tel point que la prison de Zamora est spécialement adaptée pour ne recevoir que des membres du clergé à partir de 1968.

Ce n'est qu'à la fin de la période que l'opposition politique se structure avec la création en juin 1974 par le Parti communiste espagnol de la *Junta Democrática de España*, coalition de partis, syndicats et d'organisation sociales antifranquistes. Le Parti socialiste ouvrier espagnol, dont le congrès tenu à Suresnes du 11 au 13 octobre 1974 porte à sa direction de jeunes militants andalous, dont Felipe González, crée autour de lui la *Plataforma de Convergencia Democrática* en juin 1975. Ces deux mouvements fusionnent dans la *Coordinación Democrática*, mieux connue sous le nom de *Platajunta*, en mars 1976, après la mort du dictateur.

Exemples de mise en œuvre

Chaque proposition pédagogique est disponible sur le [portail national des ressources d'histoire-géographie en espagnol](#) sur le site de l'académie de Toulouse.

Les caractéristiques du franquisme à travers *Arde Madrid* (enseigner avec les séries TV)

Il s'agit d'étudier les caractéristiques du franquisme à travers le premier épisode de la série de Paco León, *Arde Madrid*, grâce à un questionnaire. Ce travail sur les caractéristiques du franquisme s'inscrit en début du chapitre sur l'évolution politique de l'Espagne.

La proposition pédagogique « [Les caractéristiques du franquisme à travers *Arde Madrid*](#) » est disponible en ligne.

Évolution et adaptation du régime franquiste (1939-1975)

L'analyse des documents proposés accompagne la séquence et permet de montrer la capacité d'adaptation du régime franquiste.

La proposition pédagogique « [Évolution et adaptation du régime franquiste \(1939-1975\)](#) » est disponible en ligne.

43. 118 personnalités participent au Congrès. Parmi elles, à l'exception des communistes, des royalistes libéraux, des républicains, des chrétiens-démocrates, des socialistes, des nationalistes basques et catalans.

44. La modernisation du pays fait naître de nouvelles revendications ouvrières et étudiantes. En 1966, 200 000 journées de travail sont perdues pour fait de grève. On en décompte 1,1 million en 1970 et 1,7 million en 1974.

45. En 1971, les évêques votent un texte de repentance sur l'action de l'Église pendant la guerre civile. Ce texte, adopté par 123 votes pour, 113 contre et 10 abstentions n'est pas validé car il nécessitait la majorité des 2/3. Mais en janvier 1973, la Conférence épiscopale publie un texte, *La Iglesia y la comunidad política*, qui consacre la rupture définitive avec le franquisme.

Economía, sociedad y cultura en España desde 1939

Les activités proposées mettent en lien histoire des arts et transformations économiques, sociales et culturelles de l'Espagne depuis 1939. De nombreux documents iconographiques (affiches, photographies) et filmiques (spots publicitaires, cinéma, télévision) permettent d'aborder la question. Les situations d'apprentissage sont variées (en groupes, en classe entière) et aboutissent, via des restitutions orales, à la construction de synthèses sous forme de cartes mentales.

La proposition pédagogique « [Economía, sociedad y cultura en España desde 1939](#) » est disponible en ligne.

Lexique spécifique à faire acquérir : *Primer franquismo, segundo franquismo, caudillismo, movimiento nacional, nacional-catolicismo, leyes fundamentales, tecnócratas, estraperlo, autarquía, desarrollismo.*

Pièges à éviter

- Vouloir étudier le franquisme de manière exhaustive.
- Déconnecter l'étude du franquisme du contexte international.
- Distinguer trop strictement les aspects politiques, économiques, sociaux et diplomatiques sans les relier entre eux.
- Ne pas montrer les dynamiques, l'adaptation du régime.

Chapitre 3 – La France : une nouvelle place dans le monde (1945-1970)

Pour le traitement de ce chapitre, qui reprend le thème du programme national, on [consultera la ressource d'accompagnement sur le site éducol qui fait un point complet sur ce chapitre.](#)

Bibliographie et ressources

Sur le chapitre 1

Sources

La revue chilienne [Topaze](#).

- Tous les numéros de 1931 à 1970 sont téléchargeables en cliquant sur l'onglet *Documentos* :
 - l'article sur [Salvador Allende Gossens](#) ;
 - l'article sur [Pinochet](#) ;
 - l'article sur [le coup d'état du 11 septembre 1973](#) ;
 - l'article sur [les pamphlets durant la dictature de Pinochet \(1973-1988\)](#) ;
- De très nombreux documents sont accessibles en ligne :
 - sur [l'impact de la guerre froide au Chili](#) ;
 - sur [l'Alliance pour le Progrès](#) ;
- Les [archives sur la crise de Cuba](#) du service *National Security Archive* des États-Unis.

Bibliographie indicative

- DABÈNE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris (Armand Colin), 2020.
- LANCHA Charles, *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolivar à nos jours*, Paris (L'Harmattan), 2003.
- PETTINA Vanni, *Historia mínima de la Guerra Fría en América Latina*, México (El Colegio de México), 2018. Une [conférence sur l'ouvrage](#) est visible sur le site de la *Casa de América*.
- ROBINET Romain et TENENBAUM Élie, « Guérillas et contre-insurrections en Amérique latine et aux Caraïbes. Introduction », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018.
- VAYSSIÈRE Pierre, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, Paris (Hachette), 2010.
- WESTAD ODD Arne, *Histoire mondiale de la guerre froide (1890-1991)*, Paris (Perrin), 2019.

Sitographie indicative

- Sur le site de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, dans la rubrique « l'Enseignant », une [rapide mise au point sur la crise de Cuba par Yannick Pincé](#), doctorant en histoire contemporaine.

Sur le chapitre 2

Sources

- [Archivo Linz de la transición española](#)

Ce fonds donne accès à de nombreux documents sur le franquisme et la transition. Il est organisé en thèmes : *Cortes generales, reforma política, constitución, economía, sindicalismo, mujer, política exterior et iglesia*.

Bibliographie indicative

- GIMÉNEZ MARTÍNEZ Miguel Ángel, « Las leyes fundamentales y la construcción del constitucionalismo cosmético franquista », *GLOSSAE. European Journal of Legal History*, n°12 (2015), p. 381-408. ([en ligne](#)).
- BENNASSAR Bartolomé, *Franco*, Paris (Perrin), 2002 (1^{re} éd. 1995).
- FUSI Juan Pablo, *Franco. Autoritarismo y poder personal*, Madrid (Ed. El País), 1985.
- GLICERIO Sánchez Recio, « [Dictadura franquista e historiografía del franquismo](#) », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, 52 | 2017, mis en ligne le 9 octobre 2018.
- MORADIELLOS Enrique, *La España de Franco (1939-1975), Política y sociedad*, Madrid (Editorial Síntesis), 2000.
- PRESTON Paul (trad. Teresa CAMPRODON et Diana FALCON), *Franco : Caudillo de España*, Barcelone (DeBolsillo), 2004 (nouvelle édition).
- RICHARD Élodie, VORMS Charlotte, « [Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition](#) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3 (n° 127), p. 13-41.
- RODRIGUEZ Denis, *L'Espagne sous le régime de Franco*, Rennes (PUR), 2016.
- TUSELL Javier, *La dictadura de Franco*, Madrid (Alianza Editorial), 1988.
- VIÑAS Ángel (éd.), « [Sin respecto por la historia. Una biografía de Franco manipuladora](#) », *Hispania Nova*, revue en ligne, n° 1 extraordinaire, 2015.
- Sitographie indicative
- [Une vidéo didactique sur le franquisme de la série de documentaires « Memoria de España »](#) produite par la RTVE.
- [Une bonne synthèse sur la question par un professeur espagnol de terminale avec des documents utilisables en classe.](#)
- [Une synthèse sur l'Espagne pendant le franquisme](#), consultable sur le site du ministère de l'Éducation espagnol.
- [Un épisode de l'émission de France Culture « La Fabrique de l'histoire » consacré aux mouvements de contestation et de résistance dans l'Espagne franquiste](#) diffusée en 2016.

Sur le chapitre 3

- Le numéro 31 (2018) de la revue *Historia del Presente* contient un dossier sur Mai 68 dont [un article](#) sur l'influence du Mai 68 français en Espagne.